



Références du document

Titre : "Hände weg vom Ruhrgebiet » (Ne touchez pas à la Ruhr)

Date : 1923

Nature : Affiche de propagande allemande

Cote :

Intégration pédagogique

Niveau de classe concernée : Troisième, Première

Place dans le programme : Les crises des années 1930, La première guerre mondiale et les bouleversements de l'Europe.

Problématique(s)

Quelles sont les conséquences du traité de Versailles pour l'Allemagne?
Comment le traité de Versailles a alimenté le nationalisme allemand?

Transcription

"Hände weg vom Ruhrgebiet » (Ne touchez pas à la Ruhr) est une affiche de propagande de Théo Matejko (1923) dirigée contre l'occupation de la Ruhr.

Theo Matejko (1893- 1946) est un illustrateur de presse d'origine polonaise. Il travaille pour le Berliner Illustrierte. Dans les années 20, il appartient au parti social-démocrate mais le quitte en 1933 pour rejoindre le parti national-socialiste... Il a notamment dessiné l'affiche de propagande « Populations abandonnées, faites

confiance au soldat allemand » <http://www.invalides.org/images/light-39-45/populationabandonne.pdf>

Contextualisation

Cette affiche de propagande de Théo Matejko de 1923 représente une Marianne échevelée aux yeux fous, insensible aux sentiments comme à la douleur, posant ses mains sur les usines de la région industrielle de la Ruhr . Un casque français écrase les bâtiments .

Cette affiche dénonce l'occupation française de la Ruhr. Cette Marianne reprend les thèmes de la Marianne de « La Liberté guidant le peuple » d'Eugène Delacroix . L'épaule dénudée, le fusil à la main , Marianne n'est plus ici un symbole de liberté mais d'oppression !

Piste(s) d'exploitation pédagogique

Identifier les symboles anti-français.

Montrer l'association rejet de l'occupation française de la Ruhr/ rejet du traité de Versailles.

Mettre en parallèle l'affiche et le tableau d'Eugène Delacroix « La Liberté guidant le peuple »

Ouvertures

Le traité de Versailles

Le 11 novembre 1918, la fin des combats laisse place à un spectacle terrifiant dans les zones de combats: paysages lunaires, terres éventrées, destructions massives... Qui va financer la reconstruction? Qui va réparer ?

L'article 231 du traité de Versailles (28 juin 1919) déclare: « " *Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements Alliés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.* " L'Allemagne est responsable! L'Allemagne doit réparer! L'Allemagne doit payer! Combien?

Une « Commission des réparations » est chargée d'évaluer l'importance des versements à effectuer en faveur des pays bénéficiaires, principalement la Belgique et la France. La conférence de Londres de 1922 établit à 132 milliards de mark-or le montant des réparations dû par l'Allemagne. La somme est colossale ! L'Allemagne a-t-elle les moyens et la volonté de payer ?

Les réparations: un enjeu du début des années 20

L'Allemagne de Weimar, avant même d'être sortie des fonds baptismaux, est confrontée à de graves menaces (insurrection spartakiste 1919, putsch d'extrême droite de Kapp- Lüttwitz 1920) qui mettent en péril son existence même.

Elle doit signer le traité de Versailles, accreditant ainsi le thème du « coup de poignard dans le dos (der Dolchstoß) », et doit donc assumer la défaite et ses conséquences politiques et économiques.

Les réparations amplifient les difficultés économiques que connaît l'Allemagne dans ce début de décennie. Les différents chanceliers qui se succèdent tentent de renégocier le montant de ces réparations tout en les faisant traîner en longueur.

Pour la France, l'enjeu politique est aussi important que l'enjeu économique. Avec une « Chambre bleu horizon », les gouvernements d'Aristide Briand puis de Raymond Poincaré n'ont ni les moyens ni l'envie de faire des « cadeaux » à l'ennemi d'hier.

La reconstruction a besoin des réparations allemandes mais c'est surtout la pérennité des approvisionnements en charbon et coke de l'industrie française qui inquiète ces gouvernements. Les ressources houillères nationales ne peuvent seules fournir l'industrie sidérurgique de la France en général et de la Lorraine, revenue dans le giron national, en particulier. La France a besoin du coke allemand quitte à privilégier les paiements en nature...

La Grande Bretagne, quant à elle, voit dans les réparations un frein au développement économique de l'Europe, influencée en cela par l'ouvrage de John M. Keynes « *Les conséquences économiques de la paix* » paru en 1919. De plus, les livraisons de coke et de charbon allemands représentent une concurrence sérieuse pour l'industrie charbonnière britannique qui était jusqu'alors très présente sur le marché français.

A partir de 1922, le coût de la vie, qui avait déjà fortement augmenté, s'accélère en Allemagne. L'inflation devient préoccupante : de juin 1921 à juin 1922, la masse monétaire a doublé tandis que le mark entame un rapide effondrement. En moins de deux mois, la cotation du dollar passe de 348,5 marks en juin 1922 à 1 990 marks en août 1922 pour arriver à 4 450 marks en novembre 1922.

Après s'être déclaré incapable de payer les réparations en août, le gouvernement allemand demande en novembre aux Alliés une suspension des réparations pour cinq ans. Cette proposition est rejetée par la France.

Les tensions s'exaspèrent entre le président du conseil Raymond Poincaré, hostile à toute concession, et le chancelier Wilhelm Cuno, industriel de tendance nationaliste, dont la priorité demeure la lutte contre la crise financière et économique.

Les retards de livraisons de charbon et de bois s'accumulent. La Commission des réparations condamne la défaillance d'une Allemagne qui s'enfonce dans l'hyperinflation. La menace d'une intervention française annoncée dès novembre se précise...

L'occupation de la Ruhr

Le 11 janvier 1923, 40 000 soldats français et belges pénètrent dans la Ruhr. « Nous venons chercher du charbon et voilà tout » proclame Poincaré. Les grands centres urbains et industriels sont occupés par la troupe.

Le bras de force s'engage entre la France et l'Allemagne. Le chancelier Cuno décrète la « résistance passive ». Il demande à la population de ne pas collaborer avec l'occupant et interdit aux fonctionnaires et aux cheminots d'obéir à leurs ordres.

L'état de siège est instauré dans la Ruhr. Une frontière douanière est établie entre les territoires occupés par la France et le reste de l'Allemagne... L'envoi de charbon rhénan est interdit vers le reste du pays. Les difficultés d'approvisionnement deviennent de plus en plus importantes. L'action des cheminots allemands freine la circulation des trains.

Des sabotages et attentats raidissent l'attitude des troupes françaises d'occupation. Arrestations, menaces, répressions (13 morts chez les ouvriers allemands de la firme Krupp à Essen qui s'opposaient à la réquisition de véhicules par l'armée française), les tensions s'avivent de plus en plus. Les mineurs de la Ruhr se mettent en grève. Le gouvernement de Cuno paie les

salaires... Les altercations se multiplient. Léo Schlageter, membre du NSDAP, est exécuté pour de nombreux sabotages de voies ferrées: forte émotion en Allemagne dans tous les milieux, particulièrement chez les nazis et les nationalistes....

La présence franco-belge s'élève maintenant à près de 80 000 soldats.

Le dollar vaut 350 000 marks en juillet, 3,3 millions de marks en début juillet, 13 millions de marks début septembre pour atteindre 200 millions de marks à la fin du mois.

Si ce bras de fer isole diplomatiquement la France, il accentue également les difficultés économiques de l'Allemagne. La résistance passive ne parvient pas à faire céder des Français sûrs de leur bon droit. Le chancelier Cuno démissionne (août 1923). Son successeur, Gustav Stresemann, assouplit la position de l'Allemagne. Il doit faire face à l'agitation communiste, nationaliste et nazie (putsch de la Brasserie) ainsi qu'à la tentation indépendantiste en Rhénanie occupée. Il annonce la fin de la résistance passive et la reprise des réparations.

Le plan Dawes et l'évacuation de la Ruhr

Le comité Dawes, du nom du secrétaire aux finances américain Charles G. Dawes, se réunit en février 1924. Son objectif est de lutter contre l'hyperinflation afin de permettre la survie de la République et de réaménager les délais pour le paiement de réparations. Ce plan a le soutien de la Grande Bretagne et des États-Unis dont les capitaux affluent en Allemagne et permettent le retour à la normale en Allemagne.

En France la victoire du Cartel des Gauches entraîne la démission de Poincaré. Le nouveau président du conseil, Édouard Herriot, accepte le plan Dawes. Les troupes franco-belges évacuent la Ruhr en novembre 1924.

Liens

Le traité de Versailles en ligne:

<http://www.herodote.net/Textes/tVersailles1919.pdf>

Pour consulter les tableaux des réparations établis par la Commission des réparations:

<http://net.lib.byu.edu/~rdh7/wwi/1918p/repTC.html#TC>

Pour une chronologie des réparations allemandes:

<http://www.crdp-reims.fr/memoire/bac/1GM/connaissances/reparations.htm>

Sur l'événement:

Stanislas Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924)*, Stasbourg, Presse Universitaires de Strasbourg, 1998

Et du même auteur consultable en ligne:

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1996_num_51_1_4457? Prescripts_Search_isPortletOuvrage=false

Sur les occupations françaises en Allemagne après 1918:

Nicolas Beaupré, *Occuper l'Allemagne après 1918*, Revue Historique des Armées, p9-19, n°254, 2009.

<http://rha.revues.org/index6333.html#article-6333>